

Inscrire le Forum China – Europa dans la stratégie d’élaboration par CGLU de l’agenda de la transition pour les villes du monde

Forum China – Europa 2014 : proposition d’ateliers animés par CGLU

Résumé

CGLU est consciente de la nécessité de se doter d’un agenda de la transition, mais son fonctionnement actuel, où la représentation politique des villes est privilégiée, ne l’a pas conduite à un travail de fond pour l’élaborer. En réponse à une demande de son Secrétaire général, Josep Roig et à l’occasion de la préparation d’une rencontre entre villes chinoises et européennes, Pierre Calame lui a fait une proposition de 21 thèmes.



➤ *Mots clés géographiques* : Monde

➤ *Mots clés thématiques* : Transition vers des villes et territoires durables ; processus de transition

➤ *Auteurs* : Pierre Calame

➤ *Publié le* : avril 2014

➤ *Publié par* : PIC

➤ *Rédacteurs* : Pierre Calame

Texte complet

De 1992, premier Sommet de la terre, à 2012, conférence internationale Rio + 20, le statut des villes et des territoires et leur place dans la transition vers des sociétés durables a profondément évolué.

En 1992, les Etats apparaissaient encore comme les acteurs décisifs de la gestion du monde et les collectivités territoriales étaient classées dans les acteurs « non étatiques » et souvent assimilées aux ONG ou à la société civile. En 2012, les Etats, incapables de s’entendre pour adopter un plan sérieux de lutte contre le réchauffement climatique, remettent littéralement les clés de la planète aux villes et territoires dont le rôle potentiel est célébré dans la déclaration finale de la conférence de Rio + 20 à toutes les pages.

La réalité se situe à mi-chemin. L’idée s’impose progressivement que les villes et les territoires sont les bonnes échelles, par leur capacité à gérer simultanément les dimensions sociales, économiques et écologiques de la société, pour transformer le fonctionnement de la société, les modes de vie et même le modèle de développement économique, pour contribuer à inventer une économie qui assurerait le bien être de tous dans le respect et limites de la planète.

En outre, les réseaux de villes offrent un modèle de gestion et d’humanisation de la mondialisation, fondé sur la coopération et non, comme c’est le cas avec les Etats, sur la confrontation d’intérêts nationaux antagonistes.

En sens inverse, les Etats, avec leur organisation en politiques segmentées et leurs logiques de puissance, avec leur obsession de la souveraineté, sont en train de devenir des obstacles, au moins autant que des moteurs, de la transition que tous prétendent appeler de leurs vœux.

Mais ces potentialités des villes et des territoires ne sont encore que faiblement exploitées. Trop souvent, et pour des raisons liées à l'histoire, les villes et territoires, comme les collectivités territoriales qui les représentent, se perçoivent comme des acteurs de second ordre, mieux à même de mettre en œuvre des directives venues des institutions internationales ou des Etats, que de construire leur propre agenda collectif. Le slogan popularisé au sommet de la terre de 1992, « penser globalement et agir localement » renvoie d'ailleurs le local au statut du « faire » et au non au statut du « penser ».

Pourtant, la réalité est maintenant en avance sur la théorie. Un peu partout dans le monde, les sociétés locales innovent, aussi bien par des initiatives concrètes que par de nouvelles manières de penser la ville, la société, la gouvernance, les rapports entre l'humanité et la biosphère, les relations entre les sociétés et les institutions, la monnaie, les systèmes de production, la gestion des biens communs, la finance.

Au moment où le fossé entre l'accumulation des défis écologiques et sociaux et la capacité des sociétés à innover pour les prendre en charge est de plus en plus profond, engendrant un sentiment généralisé d'impuissance, au moment où les décisions de la communauté internationale et les procédures d'élaboration d'un agenda commun semblent hors d'échelle avec la gravité des problèmes réels du monde, le temps est sans doute venu que les villes, les territoires et les réseaux qui les représentent se dotent de leur propre agenda, ambitieux, en valorisant au mieux le foisonnement d'initiatives et de réflexions qui naissent un peu partout.

Le dialogue entre villes européennes et villes chinoises peut être une contribution importante à l'élaboration de cet agenda autonome. Le Forum China – Europa, par la méthode qu'il a développée depuis 2007 associant des ateliers interactifs à petits effectifs et la confrontation des conclusions des ateliers lors de séances plénières, peut être mis au service de cette ambition : d'abord parce que l'identification des ateliers est un moyen de recenser les innovations en cours et de les structurer en un ensemble cohérent formant l'ébauche d'un agenda global ; ensuite parce que l'expérience prouve que le dialogue des Européens avec les Chinois est une bonne occasion de développer le dialogue entre Européens d'un côté et entre Chinois de l'autre ; enfin, parce que les villes européennes ont connu une prise de conscience plus précoce des contradictions du modèle urbain et des modes de développement économique du XIXe et XXe siècle et peuvent être aussi pour la Chine un puissant accélérateur de changement.

Les vingt et un propositions d'ateliers qui font l'objet de la présente note, ne constituent pas une liste « à prendre ou à laisser ». Un atelier n'existera de toutes façons que dans la mesure où une ville – ou un groupe de villes – décidera de l'organiser. L'objectif de la liste est seulement de montrer un panorama d'angles d'approche possibles de la transition vers des villes durables. Les propositions d'ateliers faites par des villes ou des groupes de villes en fonction de leurs propres centres d'intérêt viendront sans difficulté nourrir cette liste. L'important est que l'on parvienne à des ateliers suffisamment divers pour constituer ensemble un éclairage stratégique de la transition.

1. Changer la manière de regarder et de concevoir les villes : du système mécanique au « super organisme vivant ».

Depuis le XVIIIe siècle, philosophes et théoriciens ont eu tendance à considérer tout ce qui n'était pas humain, y compris les animaux, les écosystèmes et les villes selon des analogies mécaniques. La Charte d'Athènes, qui a symbolisé l'urbanisme du XXe siècle, conçoit ainsi la ville « fonctionnelle » à partir de différentes fonctions – logement, transport, emploi, etc.. - remplies

séparément. Ce mouvement de rationalisation et d'artificialisation s'est retrouvé dans tous les domaines, l'agriculture chimique, les processus industriels et même le mode de gestion de la société.

Cette vision réductrice de la société et de la biosphère s'avère dépassée. Pour réintégrer l'humanité dans la biosphère, il faut penser la ville comme un vaste système bio-socio-technique, dont les dimensions d'écosystème, de système culturel économique et politique et de système technique sont également importantes. Comme dans tout écosystème, on apprend à mieux raisonner sur les boucles de rétroaction, les flux, les relations entre les domaines, les cycles de matières et d'énergie, les quartiers multifonctionnels, l'écologie industrielle, etc..

L'objectif de l'atelier sera de faire le point de ces évolutions conceptuelles qui, quoique semblant abstraites, ont un effet déterminant sur les pratiques.

2. La connaissance par les villes de leur propre métabolisme

Les travaux scientifiques récents ont montré que le développement industriel avait abouti à « ouvrir » des cycles comme ceux du carbone ou de l'azote qui, dans les systèmes naturels, étaient clos et garantissaient des équilibres à long terme. Une ville, comme tout écosystème, se caractérise par son métabolisme, les flux de toute nature qui entrent, sortent et circulent à l'intérieur du système. Comme l'indique l'expression « économie circulaire », il devient essentiel de refermer les cycles, de réduire la consommation par les villes et les territoires d'énergie fossile et des ressources naturelles et le rejet dans la biosphère de déchets. L'économie de la fonctionnalité, qui vise à substituer un service à un bien, fait de son côté partie de cet effort pour réduire les prélèvements sur la biosphère et les rejets dans la biosphère.

Mais les villes modernes connaissent en général très mal leur métabolisme. L'économie étant entièrement monétarisée et les entreprises ne comptabilisant que les produits qui peuvent être valorisés sur le marché, une ville moderne connaît très mal les flux qui entrent sortent et circulent.

Ecologie industrielle, économie de la fonctionnalité, agriculture urbaine, promotion de circuits courts de production et de consommation, développement de monnaies locales sont autant de moyens à la fois de mieux connaître le métabolisme et de le réorienter.

3. La mobilisation de l'ensemble des acteurs au service de la transition

Aucun acteur pris isolément, qu'il s'agisse des collectivités territoriales, des entreprises ou des citoyens, n'est en mesure d'agir efficacement isolément des autres. L'expérience montre qu'une stratégie de transition implique d'abord une prise de conscience collective du caractère non durable des villes et de leurs modèles de développement ainsi que des modes de vie des citoyens. Aucun dispositif technique ou fiscal ne suffit à réorienter les comportements. L'exemple de l'isolation thermique des logements est à cet égard très significatif : l'impact de l'isolation sur les consommations énergétiques dépend avant tout des réactions des habitants eux mêmes. Energy cities souligne à ce propos l'importance d'alliances locales multi-acteurs pour la transition énergétique.

Les réflexions menées en Europe sur la gestion des services publics (voir le rapport Gold de CGLU) montrent que la capacité à associer les usagers à cette gestion est plus important que le statut juridique du gestionnaire du service.

Le regain d'intérêt pour les « biens communs » montre de son côté l'importance de la gestion collective, elle-même résultat de longs apprentissages.

L'initiative du changement n'est le monopole ni des citoyens ni des entreprises ni des pouvoirs publics.

C'est cette approche des conditions de mobilisation et de coopération de l'ensemble des acteurs qui explorera l'atelier.

4. Les régimes de gouvernance de l'eau, de l'air, de la biodiversité

A une approche simplificatrice qui oppose biens privés et biens publics, gestion privée et gestion publique, vient se substituer une approche plus fine de ces biens si particuliers qui impliquent nécessairement une gestion à différentes échelles, la coopération de différents types d'acteurs, une fiscalité et une tarification permettant d'assurer à tous la jouissance de biens essentiels tout en recyclant et préservant la ressource.

L'exemple de l'eau est particulièrement significatif. Chacun s'accorde depuis longtemps à dire qu'il faut une gestion intégrée, multi-dimensionnelle et à différentes échelles spatiales, depuis l'unité de voisinage jusqu'aux grands bassins versants du cycle de l'eau mais c'est en réalité rarement pratiqué.

5. Des villes socialement intégratrices

Les sociétés sont de plus en plus diversifiées. Elles accueillent en outre des flux considérables de migrants venus de la campagne ou de l'étranger. Les écarts de revenus et de position sociale se sont accrues au cours des trente dernières années. Le marché est impuissant à assurer un logement et des conditions de vie pour tous. Les familles élargies ont disparu en ville et beaucoup de familles ont éclaté, multipliant des besoins en logement. L'intégration des jeunes dans la société et dans l'économie est devenue problématique, notamment en Europe. Le vieillissement rapide des sociétés européennes et chinoises fait de l'insertion des personnes âgées une question nouvelle et majeure. Au niveau de l'Union Européenne, les territoires et les villes ont été reconnus comme les échelons majeurs de l'organisation de la cohésion sociale.

Quels sont les meilleurs exemples de politique des villes en faveur de la cohésion sociale ? Peut-on en tirer des leçons de portée plus générale sur les politiques efficaces ?

6. Modes de vie et villes durables

L'empreinte écologique, c'est-à-dire la quantité d'énergie et de matière première non renouvelable, de nos sociétés a cru de façon très rapide. Cette croissance n'est pas toujours immédiatement visible. Par exemple, en Europe, le tiers de l'énergie finalement consommée est constitué « d'énergie grise », c'est-à-dire d'énergie qui a servi à produire et à acheminer les biens que nous consommons ou à en recycler les déchets ; mais cette énergie grise ne se voit pas immédiatement comme l'essence consommée par les voitures ou le charbon, le fioul ou le gaz consommés pour le chauffage des logements.

Aller vers des villes durables c'est créer des villes dont le fonctionnement n'induit pas des consommations considérables d'énergie fossile et de ressources naturelles mais aussi de promouvoir des modes de vie nouveaux, compatibles avec les limites de la planète.

Si d'une manière générale l'empreinte écologique augmente avec le pouvoir d'achat, on observe en même temps que pour les classes moyennes le choix d'un mode de vie peut faire varier cette empreinte écologique de 1 à 10. L'alimentation des villes représente à elle seule une part importante

de l’empreinte écologique et peut servir d’exemple pour une réflexion générale sur ces questions. On explorera ici la manière dont villes et territoires se sont saisis de ces questions et les politiques qui ont été mises en place, y compris en lien avec les systèmes de distribution, pour faire évoluer les modes de vie en direction de la durabilité.

7. Des formes et une gouvernance urbaines assumant la complexité du système urbain

L’opposé de villes étalées dans l’espace et mettant à distance les unes des autres les différentes fonctions, emploi, logement, loisir, consommation, ce n’est pas la ville dense où tout est empilé mais la ville complexe où l’on recherche à faciliter et multiplier les relations, entre les personnes et entre les fonctions.

Pour ne prendre qu’un exemple, c’est le passage d’infrastructures de transport à une politique multiforme de gestion de la mobilité. Ceci implique une transformation de la gouvernance urbaine et des régulations foncières et fiscales que l’atelier devra examiner.

8. Reconstruire la ville sur la ville ; la conversion des tissus anciens et des zones industrielles

Il est toujours plus simple et souvent moins coûteux pour les gestionnaires de villes de déployer les développements urbains sur des terres agricoles que de reconvertir des zones anciennement occupées et dédiées à d’autres usages, ou à des usages moins intensifs, telles que les anciennes zones industrielles et portuaires. Il en résulte souvent un immense gâchis. De nombreuses expériences existent aujourd’hui en Europe en réaction à cette tendance, qu’il s’agisse de la réhabilitation des bords des rivières, des nouveaux usages des anciennes zones portuaires, de la reconversion des régions industrielles abandonnées. Ce défi est aussi général en Chine. L’atelier, ou les ateliers, devront permettre de faire le point et de dégager les leçons d’expérience.

9. Réseaux de villes et systèmes d’échange d’expérience

Le réseaux de villes se sont multipliés au cours des trente dernières années, soit sur une base générale comme les réseaux nationaux de collectivités locales, soit autour de thèmes d’intérêt commun. Ces réseaux ont souvent deux fonctions : celle de représenter les intérêts communs vis-à-vis d’autres acteurs, en particulier les Etats et les institutions internationales ; celle de s’enrichir mutuellement des leçons d’expériences.

Aujourd’hui, si ces échanges sont riches, ils sont rarement systématisés de façon à en dégager des synthèses, et plus rarement encore partagés avec les autres réseaux. Il est vrai que la transformation d’une expérience vécue en une connaissance transmissible et en leçon de portée générale est une démarche complexe nécessitant temps et rigueur. Pour les mêmes raisons, la mise en commun des leçons tirées par les différents réseaux implique d’accepter le recours à des normes communes de présentation de l’information.

L’atelier permettra de faire le point de ces apprentissages et de voir comment progresser dans la construction d’une compréhension commune, illustrée de multiples cas concrets, des stratégies de transition vers des villes durables.

10. Les villes confrontées à l’évolution démographique et sociologique

Chine et Europe sont confrontées à de profonds bouleversements démographiques et sociaux, avec le vieillissement rapide de la population, l’éclatement des familles élargies, la multiplication des divorces, la difficile insertion des jeunes, la cohabitation de populations d’origines différentes. Ces

mutations ont des conséquences très nombreuses pour les villes, allant de la mise en place d'équipements et de services visant une population âgée devenant progressivement dépendante, aux changements de la structure des logements, à la mise en place de politiques d'intégration des jeunes, à la cohabitation dans l'espace public de modes de vie différents, etc..

L'atelier devra permettre de comparer les situations en Europe et en Chine, de permettre aux villes chinoises d'anticiper sur les évolutions à venir et de dégager les leçons de l'expérience.

11. Le capital immatériel des villes ; la culture et l'histoire comme atouts du développement

La capacité des villes à se développer ou à faire face à une crise ne dépend pas seulement, ni même avant tout, de ses atouts matériels et des compétences individuelles de sa population. Développement et capacité de réaction aux crises dépendent plus fondamentalement des capacités acquises à s'associer, à coopérer, à entreprendre, à gérer en commun, à dépasser les contradictions d'intérêt au profit de perspectives communes, toutes choses qui se construisent dans la durée, se nourrissent de l'histoire et constituent ensemble ce que l'on peut appeler le capital immatériel des villes.

A travers des exemples de reconversion réussies de traditions et de savoirs faire anciens, de modalités de développement s'appuyant sur les traditions culturelles, l'atelier permettra à la fois de mettre en valeur l'importance de ces facteurs et de l'illustrer par des expériences.

12. La ville durable et la coopération entre les différents types d'acteurs

Au cours des vingt dernières années, on s'est intéressé de plus en plus en Europe à la capacité des acteurs à coopérer comme facteur déterminant du dynamisme urbain. Les districts industriels en Italie, où un tissu dense de petites et moyennes entreprises associées à des systèmes de formation et de financement permet de se positionner sur le marché international, les länder allemands, qui savent mobiliser au service du développement l'épargne régionale, les systèmes productifs locaux qui visent à renforcer les liens entre les activités économiques et les centres de recherche et de formation en sont quelques exemples.

Les efforts de transition vers des villes durables ont montré de leur côté qu'ils nécessitaient de nouvelles formes de coopération entre les acteurs de natures très diverses.

L'atelier permettra à la fois de décrire le rôle de ces coopérations entre acteurs, d'énoncer les principes de co-production du bien public et de tracer les perspectives d'avenir.

13. Une gouvernance urbaine à multi-niveaux

La gouvernance urbaine se définit par l'aptitude à gérer les relations entre différents domaines d'activités, entre acteurs et entre niveaux de gestion.

La complexité des grandes régions urbaines et le fait que les structures administratives et politiques de leur gestion, souvent héritées de l'histoire, évoluent lentement font que cohabitent presque toujours, du moins en Europe, différents niveaux de gestion administratifs et politiques. La richesse des villes est aussi de pouvoir combiner unité et diversité, qui loin de s'opposer l'une à l'autre s'enrichissent mutuellement, ce qui suppose par exemple à la fois de disposer d'une vision d'ensemble et à long terme et de permettre une gestion différenciée et chaque fois que possible en association avec la population de chaque petit espace. Malheureusement, cette capacité à concilier unité et diversité est rarement bien assumée par les systèmes institutionnels soit parce qu'une

gestion trop centralisée conduit à l'uniformité, soit parce que l'éclatement des centres de décision ne permet pas d'approche globale, soit – ce qui est le cas le plus fréquent – parce que des compétences exclusives sont assignées à chaque niveau de gouvernance, aboutissant à une segmentation et une stratification de la gestion de la ville.

L'atelier permettra de confronter les réponses apportées en Europe et en Chine et à préciser les principes d'une gouvernance à multi-niveaux.

14. La gestion à très long terme des villes

Les choix faits à un moment donné ont dans les villes des impacts à très long terme. Il est ainsi très difficile de parvenir à des villes durables lorsque l'étalement urbain a rendu inévitable l'usage de la voiture individuelle, lorsque l'encombrement des espaces urbains ne permet plus de recréer les grandes infrastructures nécessaires, par exemple le transport en commun, sauf à y consacrer des investissements considérables, lorsqu'il s'agit de réduire la dépendance énergétique en intervenant après coup sur un parc de logements déjà construit, ou lorsqu'il s'agit de recréer l'accès à une eau de qualité quand les nappes phréatiques ont été durablement polluées, de recréer de l'urbanisation et de l'agriculture sur des terres durablement dégradées, etc..

Dans la perspective de la transition vers des sociétés durables, la capacité à anticiper sur le très long terme est vitale, qu'il s'agisse de réserver des espaces en vue d'usages à venir ou de faciliter l'adaptation future à des nécessités que l'on ne connaît pas encore.

L'atelier permettra de confronter les pratiques et les expériences dans ce domaine.

15. L'adaptation au changement climatique

S'il faut déplorer l'imprévoyance collective qui a conduit d'ores et déjà à un changement climatique et à des dérèglements sensibles sur certains points des territoires européens et chinois, et s'il faut engager d'urgence tous les efforts pour éviter que ces dérèglements ne s'aggravent, il faut aussi faire face dès à présent aux conséquences des dérèglements constatés. Comment les villes le font-elles ? Comment, en particulier, font-elles face à la multiplication des accidents climatiques de grande ampleur, qu'il s'agisse du réchauffement, des inondations ou des sécheresses ? Comment éviter que ce soient les populations les plus vulnérables, presque toujours les plus exposées (localisation dans des zones inondables ou sur des terrains susceptibles de glissements à grande échelle, système d'évacuation mal dimensionné, habitats vulnérables aux tremblements de terre, etc..) ne soient les premières victimes de ces dérèglements ?

L'atelier fera le point à la fois des situations rencontrées en Europe et en Chine et des réponses apportées par les villes.

16. La création d'une dynamique d'ensemble de changement au profit de la transition vers des villes durables

Depuis plus de vingt ans qu'avec des agendas 21 locaux les villes ont commencé, d'abord timidement puis de façon de plus en plus ample, à réfléchir et à concevoir des stratégies de transition vers des villes durables, on a progressivement découvert les conditions nécessaires à de véritables dynamiques de changement : l'importance d'une prise de conscience associant tous les acteurs, un aller et retour permanent entre réflexion et action, entre approche globale et approche très locale, le renforcement mutuel d'initiatives citoyennes et d'initiatives de la puissance publique.

A partir des exemples les plus aboutis, notamment ceux qui ont été primés soit en Europe, soit en Chine, l'atelier cherchera d'une part à décrire les conditions qu'ont su réunir chacune de ces villes, pour en tirer des leçons plus générales sur la capacité à changer d'échelle et de rythme pour la conduite du changement, sans se contenter de « projets pilote » qui servent de vitrine aux villes mais ne modifient pas fondamentalement leur fonctionnement.

17. La gestion à multi-niveaux et multi-modes de l'énergie ; la recherche de régimes de gouvernance adaptés pour réduire de façon radicale la dépendance des villes à l'égard de l'énergie fossile

La dépendance massive des villes à l'égard de l'énergie fossile est le signe de leur caractère non durable de même que la production locale d'énergie à partir de sources polluantes est la première responsable de la dégradation de la qualité de l'air. La gestion de l'énergie est l'exemple même de la nécessité de stratégies à multi-niveaux, depuis les grandes infrastructures de production et de distribution d'énergie jusqu'à la gestion des espaces de proximité, des logements et des équipements. Les évolutions technologiques permettent aussi des modes plus décentralisés de production d'énergie qui ont un impact sur la conception des réseaux et sur les modalités de gestion. Le développement espéré des énergies renouvelables pose de son côté de nouveaux défis organisationnels, techniques, financiers et fiscaux résultant du fait que ces énergies renouvelables, notamment solaires et éoliennes, sont des énergies intermittentes, dont les pics de production n'ont aucune raison de coïncider avec les pics de consommation, obligeant à explorer des solutions innovantes de stockage intermédiaire ou à disposer de centrales de production de remplacement, à base d'énergie fossile, ce qui conduit à un suréquipement qu'il faut financer.

Qu'il s'agisse de la rémunération de l'énergie renouvelable, du financement des réseaux, de l'encouragement à des comportements et investissements épargnant l'énergie fossile, il faut concevoir des régimes de gouvernance (mode d'organisation, tarification, fiscalité) qui n'aggravent pas en même temps la précarité énergétique (en Europe, une fraction croissante de la population n'arrive déjà plus à faire face à ces factures d'énergie).

Les tentatives pour simuler l'évolution vers des villes « post-carbone » montrent que le régime de gouvernance à la fois le plus efficace et socialement le plus juste est celui de l'allocation de quotas territoriaux et individuels négociables, aboutissant à la création d'une véritable « monnaie carbone » dont l'une des conséquences serait aussi de permettre une traçabilité complète des sources de consommation d'énergie, y compris des biens importés.

L'atelier aura pour objectif de confronter les expériences les plus innovantes et d'explorer ensemble l'hypothèse des quotas territoriaux négociables et de la monnaie carbone.

18. Traduire au niveau des villes l'éthique de la responsabilité et de la co-responsabilité

Toutes les réflexions s'accordent pour montrer que la responsabilité et la co-responsabilité seront au cœur de l'éthique du XXI^e siècle. Ce caractère central découle en effet de l'ampleur croissante et parfois déjà irréversible de l'impact de nos actions et de nos modes de vie sur les autres sociétés, sur la biosphère et sur les générations à venir. Ces nouvelles dimensions de la responsabilité sont aujourd'hui mal prises en compte dans les systèmes juridiques, notamment dans le droit international.

Mais il faut aussi que la conscience et la pratique de la responsabilité se développent au niveau local, soient au cœur des systèmes d'éducation, réorientent les modes de vie et de consommation,

permettent de sanctionner les actes irresponsables – à commencer par l'imprévoyance, l'aléa moral ou la lenteur à agir et à réagir aussi bien des acteurs publics que privés.

La reconnaissance des responsabilités mutuelles et de la co-responsabilité est aussi au cœur du contrat social implicite qui fonde la cohésion sociale, déjà au niveau local.

L'atelier permettra de confronter les réflexions, les expériences et les propositions portées par les villes.

19. Des « villes intelligentes » aux « citoyens intelligents » : du bon usage des progrès technologiques

De l'usage des téléphones mobiles pour gérer les monnaies locales à celui du contrôle et de la traçabilité de tout le processus de production et d'usage des produits, « du berceau à la tombe », ou qu'il s'agisse des multiples systèmes de régulation dans les transports ou au niveau même des maisons, qu'il s'agisse enfin du travail à distance, les nouvelles technologies, notamment dans le domaine de l'information et la communication, ont un impact réel ou potentiel considérable sur la gestion des villes.

Certains, dans la vieille tradition technophile caractéristique du XIXe et du XXe siècle, espèrent encore que les dégâts associés aux technologies mal maîtrisées de la modernité seront compensés par plus de technologies encore, ou que des régulations automatiques se substitueront à des comportements citoyens responsables.

L'expérience semble prouver qu'il n'en est rien et qu'il faut au contraire combiner avancée technologique et évolution des mentalités, des comportements ou de la gouvernance urbaine. Pour reprendre une expression consacrée, « une ville intelligente est une ville où les citoyens sont intelligents ».

L'atelier fera le point des avancées technologiques les plus prometteuses mais mettra aussi l'accent sur une approche humaniste où les technologies sont replacées à l'intérieur du fonctionnement social d'ensemble.

20. Université et ville, vers la co-production de connaissances

La ville, système complexe, ne peut se satisfaire de connaissances scientifiques traditionnelles cherchant à produire des lois universelles. Au moment où la recherche scientifique et l'enseignement sont amenés à promouvoir des approches multidisciplinaires, la ville est l'espace privilégié pour resituer chaque discipline dans un ensemble, de les contextualiser. En outre, la connaissance des métabolismes urbains comme de l'évolution sociale des villes implique une production décentralisée de données et de connaissances. Toutes choses qui font que la coopération entre villes, systèmes d'enseignement et systèmes de recherche bénéficient à tous les acteurs.

L'atelier devra permettre d'analyser les expériences de coopération les plus prometteuses entre autorités locales, citoyens, organisations de la société civile, institutions d'enseignement et institutions de recherche dans la production de la diffusion et l'usage des connaissances.

21. Le financement de la transition

La transition vers des villes durables ou la production de villes durables suppose la mobilisation de financements à long terme, que ces financements résultent de la mobilisation d'épargne locale ou

d'une épargne extérieure. Beaucoup de dommages qu'il faudra réparer dans le futur sont liés soit à une vision à court terme lors de la réalisation des investissements soit à l'impossibilité de mobiliser au bon moment des investissements à long terme. Les exemples de l'isolation thermique des logements, de la création de systèmes efficaces de transports en commun, de gestion à la source des émissions polluantes ou l'absence de mesures conservatoires pour l'avenir à long terme sont très nombreux.

D'autant plus que la finance moderne, à l'opposé de sa vocation économique sociale première, est largement dominée par la recherche de profits à court terme. Il est vrai aussi que les incertitudes sur l'avenir – à commencer par l'incertitude sur le prix de l'énergie – ne rend pas aisés l'évaluation et la prise en compte des retours sur investissements à long terme. D'où l'importance des dispositifs de financements à long terme mis en place au niveau local, national et international.

L'atelier explorera les différentes réponses apportées en Europe et en Chine par les Etats, les villes et les entreprises pour résoudre ce problème de financement.



Date de création : 19 mai 2016 — Dernière modification : 19 mai 2016